



LES CARBURANTS FLAMBENT, LES SALAIRES GELENT

Face à l'augmentation disproportionnée des prix des carburants, Force Ouvrière rappelle qu'il est de la responsabilité de l'Etat de contrôler et de sanctionner de tels excès.

Cela exige que les services publics puissent disposer des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Comme Force Ouvrière dénonce les décisions des pouvoirs publics d'augmenter régulièrement et de façon significative les prix du gaz et de l'électricité, FO s'oppose également au renchérissement des coûts des transports : ces hausses sont principalement supportées par les salariés et leurs familles.

Force Ouvrière dénonce les niveaux élevés des profits réalisés dans le même temps par les compagnies pétrolières. La spéculation et le diktat des marchés sont les responsables de cette nouvelle flambée des prix des carburants qui nécessite des moyens publics financiers et humains, ainsi qu'un partenariat technique entre l'Etat et les collectivités territoriales permettant d'en démultiplier l'offre, y compris en zones rurales, et d'en réduire les tarifs.

L'augmentation du pouvoir d'achat est non seulement une nécessité sociale mais s'impose du point de vue de l'efficacité économique.

Elle est une des conditions du rééquilibrage de la répartition des richesses produites en faveur des revenus du travail.

Aussi, Force Ouvrière CEA réitère sa revendication prioritaire d'augmentation des salaires avec le rattrapage des pertes des années passées, et à minima le maintien du pouvoir d'achat par la valeur du point.

FO CEA, Mars 2011